

citoyens et entreprises qui ont été acculés à la faillite en octobre seulement.

Le premier mythe répandu par le gouvernement, c'est que l'économie est en pleine croissance. Pratiquement tous les chiffres actuels sur l'emploi, sur les gains des sociétés, confirment que dans pratiquement toutes les régions du pays, la récession de 1990 se poursuit et l'économie ne croît pas suffisamment pour faire baisser le chômage. Le secteur de la petite entreprise, qui a créé tant de nouveaux emplois avant 1990, a de plus en plus de mal à avoir accès à des capitaux et à du crédit.

Le deuxième mythe, c'est que nous sommes aux prises avec une récession mondiale; or, il est tout à fait ridicule de prétendre, comme le ministre des Finances et d'autres le font, que des problèmes se posent dans le monde entier et que le Canada n'est pas dans une situation pire que les autres pays. En effet, aux États-Unis, par exemple, la récession est en définitive deux fois moins sévère qu'au Canada. L'Allemagne, la France et le Japon ont tous réussi à conserver une croissance économique annuelle supérieure à 4 p. 100 au cours des deux dernières années. Or, le Canada a réussi à peine à soutenir un taux de croissance de 1,5 p. 100.

Le troisième mythe, c'est que le gouvernement a réussi à stabiliser l'économie, comme l'a dit le ministre des Finances.

Or, une étude effectuée par la société WEFA Canada Limitée a conclu que le Cabinet fédéral et ses fonctionnaires ne comprenaient tout simplement pas comment faire face de façon efficace à l'alternance de forte expansion et de récession. Selon les auteurs de l'étude, à la suite du krach boursier de 1987, la Banque du Canada a augmenté la masse monétaire de façon tout à fait irréfléchie. Ce n'est que 12 mois plus tard que le gouverneur de la Banque du Canada a décidé tardivement d'agir pour freiner la croissance de la masse monétaire, ce qui a fait monter en flèche le taux de change de notre dollar. Cela a beaucoup nui à nos exportations et a conduit en définitive à notre premier déficit commercial en dix ans.

Les taux d'intérêt réels élevés de ces dernières années ont encouragé des emprunts successifs par le gouvernement et le secteur privé au Canada et ont fait augmenté le coût du service de la dette. Le gouvernement a également facilité le maintien de notre dollar à un niveau élevé, et ainsi une bonne partie de nos produits d'exportation n'ont plus été compétitifs.

L'étude de la société WEFA conclut en bref que la politique macroéconomique incompétente du gouvernement fédéral était une cause importante des faillites et de l'augmentation du chômage partout au Canada.

### *L'ajournement*

Le quatrième mythe propagé par le gouvernement, c'est que l'ALENA, l'Accord de libre-échange nord-américain, favorisera une nouvelle croissance économique au Canada.

**M. Ross Belsher (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique):** Monsieur le Président, je voudrais revenir sur un des mythes seulement dont le député d'en face a parlé à la Chambre le 1<sup>er</sup> mai lorsqu'il a posé sa question en ces termes:

Quand le ministre va-t-il enfin comprendre? Que va-t-il dire à ses électeurs? Quelles conséquences ont sur ses électeurs sa politique anti-inflationniste obstinée et sa politique de maintien du dollar et des taux d'intérêt à des niveaux élevés?

Si jamais on a vu quelqu'un dénaturer les faits qu'il exposait aux Canadiens, c'est exactement ce que faisait le député d'en face ce jour-là à la Chambre. Notre gouvernement n'a pas de politique de taux d'intérêt élevés visant à protéger la valeur externe du dollar canadien; c'est tout le contraire. La politique a pour but d'en arriver à la stabilité et à des taux d'intérêt durablement faibles en contenant l'inflation. On n'a pas fixé non plus de valeur cible pour le dollar canadien.

Le taux de change est déterminé par les forces du marché. Depuis un an, par exemple, la valeur du dollar canadien a diminué d'environ 0,10 \$US, et pourtant les taux d'intérêt à court terme sont maintenant plus bas qu'ils ne l'étaient il y a un an.

Même si nous n'avons pas de valeur cible, nous ne pouvons pas ignorer ce que coûte aux Canadiens la volatilité à court terme sur les marchés des changes étrangers. En conséquence, la politique sert à aplanir les fluctuations pour maintenir un certain ordre sur le marché des changes durant des périodes d'instabilité comme celle qu'on a connue ces dernières semaines. Il y a eu des hausses de taux d'intérêt au cours des dernières semaines, mais elles sont temporaires.

• (1820)

La politique est clairement et publiquement destinée à assurer la stabilité des prix selon la voie définie par les objectifs de réduction de l'inflation. Réaliser et maintenir la stabilité des prix est la seule façon de faire baisser les taux d'intérêt de façon permanente. C'est essentiel pour renforcer la reprise et pour assurer une croissance économique soutenue et forte à moyen terme.

Les propositions que nous avons faites pour réduire l'inflation signifient qu'il y a place pour une baisse des taux d'intérêt quand les marchés financiers se stabiliseront. Cela veut dire que le Canada sera en mesure de tirer pleinement avantage du renforcement de la reprise économique mondiale et qu'il peut espérer une période soutenue de croissance forte et non inflationniste.